



DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

**Procès-Verbal des Délibérations du
du Bureau de
la Communauté de Communes des Portes
de ROSHEIM**
**Séance Ordinaire du 16 avril
2024 à 18h**

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 9 avril 2024

Nombre de Conseillers **9**

Elus:

<u>Nombre de Conseillers Présents:</u> 7	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. JUNG, J. PH. KAES, M. TROESTLER.
<u>Conseiller excusé ayant donné Q.rocuration :</u> 0	
<u>Conseillers excusés :</u> 2	C. FRIEDRICH, R. MULLER.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services



N° 2024-53 : Désignation d'un(e) Secrétaire de séance.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Après avoir constaté que le quorum était atteint, M. le Président propose de passer à l'analyse des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Bureau de la CCPR.

Il informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient de désigner un(e) Secrétaire de séance.

M. le Président rappelle qu'en droit local, l'article L. 2541-6 du CGCT, transposable aux Communautés de communes, prévoit que « *lors de chacune de ses séances, le Conseil municipal désigne son Secrétaire* ». Il apparaît ainsi que, dans ces départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle), le Conseil communautaire désigne une seule personne, qui n'est pas obligatoirement membre du conseil, au début de chaque séance. Le Conseil d'État a en effet précisé que « *le Conseil municipal ne peut désigner une personne pour assurer de façon permanente le secrétariat des séances du conseil municipal* ».

À noter également que l'article L. 2541-7 du CGCT autorise le Maire à prescrire que les agents de la commune assistent aux séances. Si l'un des agents de la commune, qui assiste à la séance, est désigné en qualité de Secrétaire de séance, il est alors chargé de rédiger le procès-verbal de la séance pour laquelle il a été désigné. Il doit cependant s'abstenir de prendre la parole, sauf à fournir certains renseignements au conseil, à sa demande.

Aussi et par parallélisme des formes, il est proposé de procéder de la même manière pour la désignation d'un(e) Secrétaire de séance pour les réunions du Bureau de la CCPR amené à délibérer par délégation du Conseil.

A cet effet, Monsieur le Président propose de désigner Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services et ce, afin de faciliter le processus de signature des délibérations et du PV qui, depuis la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, exige la signature du Président et du Secrétaire de séance.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;
- VU** les articles 2541-6 et 2541-7 du CGCT;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 modifié par délibération du 2022-93 du 06/12/2022 ;
- LE BUREAU,
À L'UNANIMITÉ;**
- DESIGNE** Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services de la CCPR, Secrétaire de séance ;
- AUTORISE** M. le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.



N°2024-54 : Approbation du procès-verbal de la séance du 26/03/2024.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

M. le Président informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient d'approuver le procès-verbal de la séance du 26/03/2024 ; et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Il est précisé que la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, a modifié les dispositions s'y rapportant.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du Bureau ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. Le PV est signé par le Président et la Secrétaire de séance. Ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Bureau et du public qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Conformément à l'article 23 du règlement intérieur de la CCPR en vigueur, modifié par délibération 2022-93 du 06/12/2022, il est rendu compte au Conseil communautaire des décisions prises par le Bureau dans l'exercice des délégations ; le Président demandant à la DGS de la CCPR de présenter les décisions prises en matière de personnel.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;
- VU** les dispositions du CGCT actuellement en vigueur ;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 et modifié par délibération N° 2022-93 du 06/12/2022 ;

**LE BUREAU
À L'UNANIMITÉ;**

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 26/03/2024 qui sera signé par le Président et par la Secrétaire de séance.



N°2024-55 : Multi-Accueil : autorisation d'engagement d'un apprenti{el en CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Le Multi-accueil intercommunal « La Boîte à Lutins » accueille des élèves apprentis préparant le CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance ou le Diplôme d'Etat d'Educateur de Jeunes Enfants depuis plusieurs années.

Il est proposé aux membres du Bureau de donner leur accord quant à la prolongation d'un an du contrat d'apprentissage d'une élève préparant le CAP « Accompagnant Educatif Petite Enfance » du 01/07/2024 au 30/06/2025. Le maître d'apprentissage sera Mme Frédérique SCHMITT, titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants et exerçant les fonctions de Directrice au sein du Multi-Accueil Intercommunal depuis le 01/07/2018.

- ENTENDU** l'exposé de Monsieur le Président ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code général de la fonction publique, et notamment son article L 424-1 relatif à l'apprentissage ;
- VU** le Code du travail, notamment les articles L 6227-1 à L 6227-12 et D. 6271-1 à D. 6275-5 ;
- VU** la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du travail ;
- VU** le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 pris en application de la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- VU** le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel ;
- VU** la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- VU** le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

- VU** le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** la délibération n° 2021-18 du Conseil Communautaire en date du 9 mars 2021 portant délégation au Bureau des affaires relatives au personnel de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, à l'exception des prérogatives exercées par l'autorité territoriale de l'établissement ;
- SOUS RESERVE** de l'avis du Comité Social Technique placé auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin ;
- CONSIDERANT** que les crédits nécessaires sont inscrits aux BP 2024;

LE BUREAU,

Après en avoir débattu,

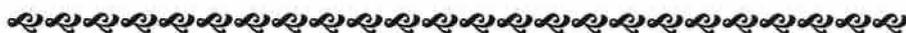
Par délégation du Conseil Communautaire ;

DECIDE,

À L'UNANIMITÉ,

D'AUTORISER, la prolongation d'un an du contrat d'apprentissage d'une élève préparant le CAP « Accompagnant Educatif Petite Enfance » du 01/07/2024 au 30/06/2025 au sein du Multi-Accueil Intercommunal.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.



N° 2024-56 : Dispositif intercommunal d'aide à l'acquisition de vélos neufs et à la motorisation de vélos classiques.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

M. le Président rappelle que dans le cadre de sa politique de soutien à la pratique du vélo, la CCPR a, par délibération N° 2020-111 du 15/12/2020 mis en place au profit des habitants du territoire, un dispositif d'aide financière pour l'acquisition de vélos neufs et ce, pour la période du 01/12/2020 jusqu'au 31/12/2021.

Eu égard au succès du dispositif, celui-ci avait été reconduit pour l'année 2022 par délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 et pour 2023, par délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 (acquisition de vélos neufs et motorisation de vélos classiques).

Compte tenu de la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement, il est proposé de reconduire le dispositif pour l'année 2024, selon les modalités suivantes :

Pour qui ?	<p>Particuliers ayant leur résidence principale dans la CCPR</p> <p>);(à partir de 10 ans pour prime vélo classiques et les cycles à assistance électrique adaptés aux PMR</p> <p>);(à partir de 18 ans pour la prime vélo à assistance électrique</p> <p>);(Aide octroyée sans condition de revenus</p> <p>);(une seule aide par bénéficiaire - plusieurs personnes d'un même foyer pouvant solliciter l'aide</p>
Quels vélos ?	<p>Pour l'acquisition : tout type de vélos neufs : classiques et à assistance électrique</p> <p>NB : pour les vélos à assistance électrique - norme NF EN 15194 (assistance bridée à 25 km)</p> <p>Pour la motorisation : vélos neufs ou d'occasion</p>
Montant de l'aide et seuils d'éligibilité	<p><u>Vélos classiques urbains, VTC, VTT... : aide de 20% du coût d'achat TTC, plafonnée à 60 €</u></p> <p><u>Prime VAE : aide de 10 % du coût d'achat TTC, plafonnée à 120 €.</u></p> <p><u>Prime vélo-cargo ou triporteur de VAE : aide de 10% du coût d'achat TTC, plafonnée à 180 €.</u></p> <p><u>Prime à la motorisation de vélos classiques (neufs ou d'occasion) : aide de 10% du coût de motorisation TTC, plafonnée à 120 €.</u></p>
Dates du dispositif	Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024
Budget alloué estimé	35 000 € /année. Aide intercommunale cumulable, le cas échéant avec d'autres dispositifs proposés.
	<p>Délégation au Bureau : à chaque conseil : si des dossiers ont été instruits : une délibération indiquant le nombre de bénéficiaires par commune et le montant de la subvention est inscrite à l'ordre du jour du Conseil communautaire le plus proche.</p> <p>Communication via les sites Internet de la CCPR et des communes membres, flyers, diffusion dans les publications intercommunales et communales....</p>

<p>Liste des pièces à fournir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Formulaire de demande complété, signé et accompagné des pièces suivantes : • Facture d'achat nominative qui devra comporter: <ul style="list-style-type: none"> Nom et adresse du bénéficiaire Type de vélo et la référence (marque et nom ou n° du modèle)/ type de moteur qui sera obligatoirement neuf et qui devra respecter la réglementation française et européenne (vitesse max. de 25 km/heure et puissance de 250 W, capteur de pédalage) Date d'achat : l'achat du vélo/ motorisation devra avoir été effectué(e) durant la période de validité du dispositif ; Copie du certificat d'homologation, le cas échéant ; • Copie de la pièce d'identité du bénéficiaire ; • Copie d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois ; • RIB du bénéficiaire.
-----------------------------------	--

- vu** la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite « loi Chevènement » dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;
- vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;
- vu** les arrêtés préfectoraux en date du 29/12/1992, du 18/01/2019 et du 30/06/2021 portant respectivement création de la Communauté de Communes et modification de ses compétences ;
- vu** la délibération N°2020-38 du 07/06/2020, portant installation du Conseil communautaire et élection du Président de la CCPR ;
- vu** la délibération N°2020-111 du 15/12/2020 portant mise en place du dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos neufs ;

- VU** la délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2022 ;
- VU** la délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2023 et à la motorisation de vélos classiques ;
- CONSIDERANT** la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement ;
- CONSIDERANT** le succès du dispositif durant les années 2021, 2022 et 2023 ;
- CONSIDERANT** que les crédits nécessaires - 35 000 € - sont inscrits au BP principal 2024 de la CCPR ;
- ENTENDU** l'exposé de M. le Président
- LE BUREAU,**
Par délégation du Conseil Communautaire;
Après avoir constaté le respect des modalités d'éligibilité et la complétude des dossiers demandés,
- Après en avoir délibéré,**
À L'UNANIMITÉ,
- DECIDE** de verser aux personnes suivantes les aides définies comme suit:

Soit 17 personnes- 15 VAE, 2 vélos classiques, représentant un montant d'aide octroyé de 1870,00€ ;

AUTORISE M. le Président à réaliser toutes les démarches en vue du versement des montant d'aide octroyés aux personnes sus désignées.



N° 2024-57 : ZAI FEHREL : attribution de parcelles.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Il est rappelé que par délibération N° 2024-21 du 13.02.2024, le Conseil communautaire a habilité Monsieur le Président de la CCPR, en donnant délégation à celui-ci à signer sans autre délibération, les promesses de vente avec les entreprises souhaitant s'implanter dans la ZAI du FEHREL ainsi que les actes de vente en découlant, le cas échéant ; étant précisé que l'ensemble des demandes d'acquisition seront soumises préalablement et pour avis conforme aux membres du Bureau. Le Conseil communautaire a, ce faisant, donné délégation au Bureau pour instruire les demandes d'implantation des entreprises dans la ZAI du FEHREL, lequel émet un avis conforme (sur la base notamment de la pré-instruction par l'ADIRA). Les décisions prises par le Bureau de la CCPR et par le Président par délégation feront l'objet d'une information au Conseil Communautaire dès sa plus proche réunion. Enfin, le Conseil communautaire a autorisé M. le Président de la CCPR à signer toutes pièces relatives aux promesses de vente concernant la ZAI du FEHREL et aux actes de vente en découlant.

M. le Président remercie M. Damien NOACCO de l'ADIRA de sa présence.

M. NOACCO présente, sur la base des fiches établies et remises aux services de la CCPR, les entreprises qui ont fait part de leur souhait d'acquérir un terrain dans la ZAI du Fehrel à Rosheim.

ENTENDU l'exposé de M. le Président ;

VU l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;

VU les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;

VU la délibération N° 2024-21 en date du 13.02.2024 ;

CONSIDERANT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe ZAI 2024 ;

CONSIDERANT les critères d'éligibilité analysés (dont notamment nature de l'activité, ratio emploi/foncier, santé financière de l'entreprise, retombées fiscales pour la collectivité) ;

CONSIDERANT les avis respectifs de l'ADIRA ayant instruit les demandes des entreprises souhaitant s'implanter sur la ZAI du FEHREL à Rosheim ;

LE BUREAU,

Après en avoir débattu,

Par délégation du Conseil Communautaire ;

DECIDE,

À L'UNANIMITÉ,

DE DONNER un avis conforme favorable à la demande d'implantation des entreprises suivantes dans la ZAI du FEHREL à Rosheim pour les lots suivants - *(selon plan de commercialisation avril 2024 NB : les surfaces exactes seront confirmées par le plan du géomètre) :*

- LES INTENABLES : parcelle A1 : surface : 40 ares
- HEDONIA : parcelle A4 : 95 ares
- SELECTOM: parcelle AS : 90.25 ares
- VOB : parcelle A6 : surface : 112.48 ares
- ITECBAT : parcelle A7 : surface : 50 ares
- JUELIMO : parcelle AS : surface : 50 ares
- ATOO DESIGN : parcelle C1 : 308.79 ares
- ARCO : parcelle C2 : 54.60 ares
- CUNY : parcelle BS : 35.20 ares
- ARCO (SSCV Quantum) : B6+B7+B8 : surface respective : 36.75 + 40.04 + 40.04 + 50.57 soit 116.83 ares
- PROLEV : parcelle B10 : 57 ares
- SIEHR : parcelle B11 : surface 272.26 ares
- AMELEC : parcelle : à définir

D'EMETTRE un avis conforme négatif aux demandes d'implantation des entreprises suivantes dans la ZAI du FEHREL :

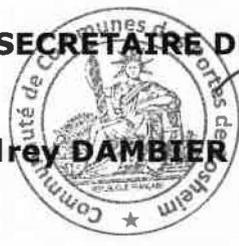
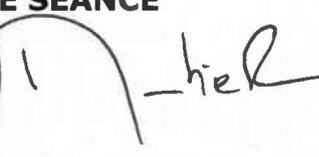
- SR PAYSAGE/ ELSASS Locations
- MI TECHNOLOGIE
- ZOLLER FRANCE
- ALSACE FLAM
- PROXISOL
- SCHWEITZER ECHAFAUDAGES
- EXPERTS PELLETS
- LES JARDINS D'EMPTAZ
- KALABAY

DE LAISSER, pour le moment, **EN ATTENTE,** les demandes des entreprises GALOPIN, COUVREURS RHENAN, FONDERIE DE LA BRUCHE.

M. le Président de la CCPR, par délégation du Conseil, signera les promesses de vente et toutes pièces se rapportant à l'avis conforme du Bureau relatif à l'octroi d'implantation des parcelles des entreprises susmentionnées ou toutes entreprises venant en substitution de celles-ci.

*Pour extrait conforme.
Rosheim, le 16 avril 2024.*

LA SECRÉTAIRE DE SEANCE
Audrey DAMBIER



LE PRÉSIDENT
Michel HERR

